

PAR COURRIEL SÉCURISÉ

Montréal, le 9 février 2024

[REDACTED]

Objet : Réponse à votre demande d'accès à l'information du 1^{er} février 2024 –
Statistiques diverses

[REDACTED]

La présente fait suite à votre demande d'accès reçue le 1^{er} février dernier, visant à obtenir les informations suivantes concernant certaines statistiques que la Commission québécoise des libérations conditionnelles détient.

Vous nous demandez :

1. Le nombre de décisions rendues au stade de la PSPLC qui va dans le même sens que la recommandation du SCQ au RBAC depuis 2017;
2. Le nombre de décisions rendues au stade de la LC qui va dans le même sens que la recommandation du SCQ au RBAC depuis 2017;
3. Le nombre de décisions rendues au stade de la PSPLC qui va dans le même sens que la recommandation du SCQ au LSCMI de 2015 à 2017;
4. Le nombre de décisions rendues au stade de la LC qui va dans le même sens que la recommandation du SCQ au LSCMI de 2015 à 2017;
5. Le nombre de représentations écrites des victimes reçues par la CQLC depuis 2020 ainsi que le nombre de représentations écrites partagées aux personnes contrevenantes purgeant des peines de plus de 6 mois, et ce, depuis 2020.

En réponse à votre question 5, vous trouverez ci-dessous un tableau avec les données que la Commission compile concernant les représentations écrites de la personne victime et le nombre de demandes d'accès à ces représentations. Nous vous rappelons que l'accès aux représentations écrites, selon la prévision légale, doit être accompagné d'une demande écrite spécifique.

Québec
300, boulevard Jean-Lesage, bureau 1.32A
Québec (Québec) G1K 8K6
Téléphone : 418-646-8300
Télécopieur : 418-643-7217

Montréal
1, rue Notre-Dame Est, bureau 11.40
Montréal (Québec) H2Y 1B6
Téléphone : 514-873-2230
Télécopieur : 514-873-7580

DAA 003

Statistiques représentations écrites de la personne victime selon le RAG		
Rapport annuel de gestion	Représentations écrites de la personne victime reçues par la CQLC	Demande d'accès aux représentations écrites (art. 176, al. 2 LSCQ)
2019-2020	211	69
2020-2021	169	62
2021-2022	229	119
2022-2023	212	282

Concernant le volet de votre demande pour le nombre de décisions rendues (questions 1 à 4) au stade de la PSPLC / LC qui va dans le même sens que la recommandation du SCQ au LS-CMI/RBAC depuis 2015 (LS-CMI) et depuis 2017 (RBAC), la Commission ne compile pas ces informations.

Tel que vous le savez, la Commission est une instance dont les décisions prennent en compte une série d'informations au dossier (art.19 LSCQ). Les évaluations et recommandations contenues au RBAC (depuis 2017) ou au LS-CMI (entre 2015 et 2017) font partie d'un ensemble d'informations contenues au dossier. A cet effet, la Commission ne collige pas ses décisions en fonction des recommandations ou encore, d'autres renseignements contenus à un dossier donné.

Par ailleurs, selon l'article 15 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul ni comparaison de renseignements.

Pour conclure, nous vous informons que la Commission rend disponibles ses statistiques dans son Rapport annuel de gestion. Notez que l'intégralité des rapports annuels sont disponibles sur son site Internet au www.cqlc.gouv.qc.ca/publications/rapports-annuels-de-gestion.html

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès*, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint un avis relatif à l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, [REDACTED], nos salutations distinguées.

Le responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels,

Original signé

Me Rosendo Silva Neto

p.j.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Bureau 2.36
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418-528-7741
Télécopieur : 418-529-3102

MONTRÉAL

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Téléphone : 514-873-4196
Télécopieur : 514-844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

**Disposition de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics
et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1)**

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

15. Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

1982, c. 30, a. 15